

## Sommet Afrique-France déplacé en France à cause d'Omar el-Béchetir

@rib News, 15/12/2009 â€“ Source AFPLe prochain sommet Afrique-France se tiendra en mai en France et non plus en Egypte comme prévu initialement afin d'éviter la présence du président soudanais Omar el-Béchetir, visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), a confirmé mardi l'Elysée. Ce sommet "devrait avoir lieu au mois de mai en France", a-t-on indiqué sans autre détail à la présidence française, confirmant des déclarations du ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit.

Dans un entretien accordé mardi au journal Asharq al-Awsat, M. Aboul Gheit a indiqué que la question avait été tranchée par les présidents français Nicolas Sarkozy et égyptien Hosni Moubarak lundi lors d'un dîner à Paris, afin d'éviter la présence du chef de l'Etat soudanais. L'Elysée a confirmé l'explication égyptienne à cette localisation, sans donner plus de détails. La possible présence d'Omar el-Béchetir, visé par un mandat d'arrêt international de la CPI pour crimes de guerre et contre l'humanité au Darfour, a tourné au casse-tête diplomatique entre Paris et le Caire au cours des derniers mois. L'Egypte, chargée d'organiser en février ce sommet à Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, a fait savoir qu'elle ne pouvait pas ne pas inviter M. Béchetir, l'un de ses alliés dans la région. Paris ne pouvait en revanche accepter sa présence à cette traditionnelle grand-messe des relations franco-africaines. Ces derniers mois, Nicolas Sarkozy a exhorté de nombreuses reprises le président soudanais à changer sa politique au Darfour, à coopérer au règlement du conflit et à se débarrasser de ses ministres accusés de génocide, en échange d'une suspension de la procédure le visant engagée par la CPI. Pour sa part le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, a fait déclarer qu'à l'occasion du 50e anniversaire des indépendances des anciennes colonies françaises d'Afrique "2010 en France, sera l'année de l'Afrique, avec le défilé du 14 juillet pour lequel 14 présidents africains des anciennes colonies sont invités et auquel sont associés un certain nombre de régimes africains". "Ce sera une façon de regarder notre relation avec l'Afrique non pas au passé mais en envisageant l'avenir", a-t-il dit.